

Bâtir des partenariats durables en A

Discours de la Secrétaire d'Etat Hillary Rodham Clinton

Université Cheikh Anta Diop

Dakar, Sénégal

1er août 2012

Bonjour. C'est un honneur et un plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui et je voudrais tout d'abord remercier Monsieur le Ministre des Affaires étrangères. Nous sommes fiers que vous ayez accompli une partie de votre éducation dans notre pays et nous sommes très heureux de vous voir occuper de telles fonctions aujourd'hui. Et je voudrais vous remercier d'avoir cité l'une de mes maximes et recommandations favorites, sur ce que nous devons faire du temps qui nous est imparti sur cette terre. Je vous exprime toute ma reconnaissance, Monsieur le Ministre Cissé.

Je tiens également à remercier Monsieur le Recteur Ndiaye pour le chaleureux accueil qui m'a été réservé dans cette prestigieuse université. J'étais impatiente d'être ici, dans cette institution qui a formé tant d'éminents citoyens du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest, et d'être en compagnie de tout un panel de la société sénégalaise – membres du gouvernement, chefs religieux, membres de la communauté des affaires et de la société civile, jeunes gens et étudiants – autant de personnes qui représentent la riche mosaïque de la démocratie au Sénégal.

J'ai gardé de bons souvenirs de ma première visite au Sénégal, en compagnie de ma fille Chelsea, en 1997. Déjà hier soir, et aujourd'hui même, j'ai rencontré des personnes dont j'avais fait la connaissance lors de cette visite. J'ai rencontré tant d'hommes et de femmes impressionnants qui œuvrent à l'amélioration de la santé rurale, à la protection de la santé des filles, au développement de l'économie. Même à cette époque, il y a 15 ans, j'avais senti toutes les promesses et le potentiel que vous étiez en train de réaliser, et j'étais pleine d'enthousiasme.

Je me rappelle la visite de l'Ile de Gorée, avec en souvenir le chapitre le plus sombre de notre longue histoire commune, et je me souviens d'avoir ressenti un tel désespoir, devant ce que les êtres humains sont capables de s'infliger les uns aux autres, mais d'avoir ensuite rencontré des gens qui œuvraient à bâtir un avenir plein d'espoir et de promesses. En rentrant à la Maison Blanche, j'ai dit à mon mari qu'il devait aller au Sénégal. Et, parfois, il arrive que les maris écoutent ! Alors, dès l'année suivante, je suis revenue avec lui. Pendant 12 jours, il a effectué la tournée la plus longue jamais faite en Afrique par un président américain, même à ce jour. Et il a rencontré des personnes œuvrant pour la paix et des entrepreneurs, des étudiants et des hommes et des femmes d'Etat. Ici, au Sénégal, Bill a parlé d'une renaissance africaine. Sur l'Ile de Gorée, il a prononcé ces mots : « Aussi sûr que l'Amérique se trouve au-delà de l'horizon derrière moi, je m'engage devant les populations africaines à franchir cet océan pour bâtir un nouveau partenariat basé sur l'amitié et le respect. » Et c'est ce qu'il a fait.

Il a respecté cet engagement avec des initiatives comme la Loi sur la Croissance et les Opportunités en Afrique (*AGOA Act*), qui a permis d'initier l'ouverture des marchés américains aux marchandises africaines, marquant un changement dans nos relations, passant de l'aide au commerce : « *Trade not Aid* ». Son successeur, le président George W. Bush, s'est rendu au Sénégal et dans d'autres pays africains pour la première fois en 2003. Lui aussi s'est engagé à renforcer le partenariat entre nos pays. Sous l'égide

du président Bush, les Etats-Unis ont lancé deux programmes historiques, le PEPFAR, le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le VIH/SIDA, et le MCC, le Millenium Challenge Corporation, destinés à lier notre aide à des améliorations en termes de gouvernance et d'obligation redditionnelle.

Puis, le président Obama, un fils de l'Afrique et de l'Amérique, a dynamisé et personnalisé l'engagement de l'Amérique au cours de son discours historique de 2009 devant le Parlement du Ghana. Il a exposé une vision de nos relations axées sur le renforcement d'institutions solides enracinées dans la démocratie. Il a prononcé cette phrase restée célèbre : « L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts. Elle a besoin d'institutions fortes. » Et je pense assurément que le Sénégal a montré à quel point cela était vrai.

Le président Obama a également reconnu que par le passé, les puissances occidentales avaient trop souvent considéré l'Afrique comme un fournisseur de ressources à exploiter, ou comme une cause caritative en mal de parrainage. Il a lancé ce défi aux Africains comme aux Américains : l'Afrique a besoin de partenariat, pas de parrainage. Et nous avons essayé d'aller de l'avant à partir de ce défi à relever. Tout au long de ma tournée à travers l'Afrique cette semaine, je parlerai de ce que nous entendons par là, d'un modèle de partenariat durable qui ajoute de la valeur, au lieu d'en prendre. Voilà l'engagement de l'Amérique envers l'Afrique.

La stratégie globale de l'Administration Obama pour l'Afrique sub-saharienne repose sur quatre piliers : le premier pilier est la promotion des opportunités et du développement ; le deuxième pilier, la stimulation de la croissance économique, des échanges et des investissements ; le troisième pilier, le soutien à la paix et la sécurité et le quatrième pilier, le renforcement des institutions démocratiques. Notre partenariat avec le Sénégal incarne ces quatre piliers.

Premièrement, en ce qui concerne le développement, nous nous appuyons sur les avancées de programmes tels que l'AGOA, le PEPFAR et le MCC, et nous tenons compte des leçons apprises au cours des décennies passées. Nous poursuivons une approche appelée appropriation nationale du développement. Cela signifie que les efforts entrepris par le pays lui-même pour sortir sa population de la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation, stimuler l'économie, sont dirigés, planifiés et enfin mis en œuvre par votre propre gouvernement, vos propres communautés, votre propre société civile, votre propre secteur privé.

En fait, je sais que parfois, l'expression « appropriation nationale » est sujette à caution. D'aucuns s'inquiètent, pensant que cela signifie que les donateurs sont censés ne jamais interrompre le versement des fonds, qui se poursuivrait indéfiniment, tandis qu'une poignée de ministres sans obligation de rendre des comptes choisiraient selon leur bon vouloir comment dépenser cet argent, ou, à l'inverse, prenant cela pour une façon d'abandonner nos partenaires. D'autres, encore, craignent qu'appropriation nationale ne rime en fait avec contrôle gouvernemental, gel de la société civile et du secteur privé.

Et bien, je pense qu'il est normal de poser ces questions, car comme beaucoup de bailleurs de fonds, les Etats-Unis n'ont pas toujours fait au mieux en matière de promotion et d'explication de leurs intentions. Aussi, au cours de mes déplacements en Afrique, je mettrai en exergue les progrès que nous avons faits pour que cette expression se traduise dans la réalité. Ainsi, lorsque je serai en Afrique du Sud, j'annoncerai que l'Afrique du Sud va prendre en charge la gestion de ses programmes VIH/SIDA qui traitent presque 6 millions de personnes par an. Les Etats-Unis ont été un partenaire et un bailleur de fonds, et continueront à fournir de l'aide, mais le gouvernement et le peuple sud-africains ont dit : « Il s'agit de notre problème et nous devons nous y atteler nous-mêmes, avec nos citoyens. »

Ici, au Sénégal, nous œuvrons dans le cadre de l'accord du MCC et avec l'USAID, pour nous assurer que nous répondons aux besoins qui nous parviennent par le biais de nos experts et des vôtres. Ainsi, lorsque je me suis rendue dans un Centre de santé ce

matin, j'ai vu ce que nous faisons avec vous dans le domaine du paludisme et de la tuberculose, mais j'ai également entendu que le Sénégal avait besoin d'un accroissement de l'aide dans le domaine de la mortalité maternelle et de la santé des mères, de davantage d'aide pour la survie des enfants et, comme tous les pays du monde, de plus en plus d'aide pour les maladies chroniques telles que le diabète et l'hypertension. Alors, au lieu que ce soit nous, qui sommes assis aux Etats-Unis, à Washington, dans nos bureaux, qui décidions ce dont le Sénégal a besoin ou ce que le Sénégal veut, nous sommes déterminés à travailler avec vous pour écouter, apprendre et ensuite produire des résultats ensemble.

Mais nous sommes également convaincus que la bonne gouvernance et la politique pèseront dans la balance. Le développement durable repose sur des dirigeants politiques qui font les bons choix pour lutter contre la corruption et créer des emplois, donner la priorité aux investissements dans les domaines de la santé et de l'éducation, mettre en place des systèmes fiscaux équitables, des budgets transparents et d'autres mesures responsables. Le président de la République, au cours de l'entretien extrêmement constructif et exhaustif que nous avons eu aujourd'hui, m'a parlé des mesures qu'il prend dans chacun de ces domaines. En effet, cela va bien au-delà des portefeuilles des ministres de la Santé ou du Développement. Cela suppose des directives qui viennent du sommet. Aussi ai-je abordé ces questions avec les Premiers ministres et les présidents, de même qu'avec la société civile et avec le secteur privé.

Mais en dernier ressort, dans une démocratie telle que le Sénégal, les décisions doivent revenir au peuple, avec un peuple exerçant ses droits de citoyens, pour avoir le genre de services dont vous savez que vous avez besoin, pour vous-mêmes et vos familles. Nous saluons l'accent mis par le président Macky Sall sur la transparence et l'obligation redditionnelle du gouvernement, et sur l'indépendance du pouvoir judiciaire. Nous pensons que ses projets pour dynamiser la production agricole et réformer les règles de la propriété foncière seront d'une importance capitale. Nous souhaitons également l'aider à remplir son engagement à résoudre le conflit qui dure depuis tant d'années dans le sud du pays. Nous sommes prêts à contribuer de quelque manière que ce soit à la traduction devant la justice de l'ancien président tchadien Habré. Tous ces engagements sont des engagements importants, qui montrent le genre de gouvernement et de pays qu'est le Sénégal, et qu'il a l'intention d'être. Et les Etats-Unis se tiennent prêts à apporter leur aide, en tant que partenaire et en tant qu'ami.

Nos investissements au Sénégal reposent sur un accord « Compact » de 540 millions de dollars, fourni dans le cadre du Millenium Challenge Corporation, l'un des plus importants au monde. Je vais vous dire ce que cet accord est censé réaliser, selon les grandes lignes de la rude compétition que le Sénégal a dû affronter pour bénéficier de ce fonds. Il vise à aider le Sénégal à réhabiliter ses routes, bâtir des ponts, irriguer quelque 36500 hectares de terres cultivables et faciliter l'accès des produits au marché pour les agriculteurs. Par ailleurs, cette année, l'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID) investit 19 millions de dollars dans la construction d'écoles et la formation d'enseignants, 17 millions de dollars dans le renforcement de l'approvisionnement alimentaire et 55 millions dans l'amélioration de la santé publique. J'ai vu les fonds consacrés à la santé publique en action ce matin au Centre de Santé, car ce que j'ai vu relève d'une planification bien organisée, qui permet de proposer en un seul endroit les services dont les populations ont besoin. Cela peut vous sembler évident, mais le Sénégal est à la pointe du progrès en la matière. Tant de pays ont encore des services de santé qui sont éparpillés. Ainsi, une femme enceinte qui fait une visite de contrôle, mais qui souhaite également avoir une moustiquaire imprégnée pour se protéger du paludisme, devra aller dans deux endroits différents. Alors que dans ce Centre de santé, selon le modèle mis en place par le Sénégal, les choses se font de façon beaucoup plus efficace et cela produit des résultats plus rapidement. En travaillant de concert, le Sénégal a réduit la mortalité infantile de 40 pour cent au cours des cinq dernières années. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Le deuxième pilier de notre stratégie est la dynamisation de la croissance économique, des échanges et des investissements. Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Sénégal ont augmenté de 20 pour cent l'année dernière. Nous commençons à

faire de réels progrès, mais comme je l'ai dit au président, nous savons que nous devons faire davantage pour que ce chiffre soit encore plus élevé. Le FMI a récemment indiqué que la résilience démocratique du Sénégal vous a placé en bonne position pour arriver à la croissance à long terme, et les Etats-Unis veulent contribuer à votre réussite. En fait, nous pensons que si l'on veut faire un bon investissement, dans ce qui est encore une situation économique mondiale très difficile, il faut aller en Afrique. En Afrique se trouvent sept des dix économies du monde qui connaissent la croissance la plus rapide.

Mais trop d'hommes et de femmes d'affaires à travers le monde ne le savent pas. Nous allons donc agir pour essayer de nous assurer que les hommes et les femmes d'affaires et les investisseurs aux Etats-Unis aient connaissance des opportunités au Sénégal et dans le reste de l'Afrique. Mais si l'on veut être éloquent, il n'y a pas que les chiffres et les statistiques qui comptent. La croissance doit se traduire en une prospérité largement partagée. On ne pourra pas parler de réussite si un petit groupe de personnes s'enrichissent. Ce que vous voulez voir est une croissance durable et généralisée à long terme. Et je ne manquerai pas de souligner ce point partout où je m'arrêterai.

Nous encourageons une plus grande intégration économique entre voisins, au sein d'une même région. En regardant l'Afrique subsaharienne et les obstacles à la croissance, on s'aperçoit qu'un grand nombre de ces obstacles sont les barrières qui existent entre voisins. Si les pays et les régions d'Afrique échangeaient autant entre eux que les pays d'Amérique latine ou d'Asie, la croissance serait encore plus rapide. Alors, comment pouvons-nous travailler avec vous, avec vos entreprises, avec vos gouvernements, pour tenter de mettre en place une plus grande intégration afin d'alimenter une croissance économique plus rapide ? Nous travaillons également avec des pays riches en ressources, que nous aidons à veiller à ce que leurs richesses minières et énergétiques améliorent réellement la vie de leurs citoyens. Le temps où des gens venaient de l'extérieur pour extraire les richesses de l'Afrique pour leur propre profit sans rien laisser, ou si peu, derrière eux, doit être révolu au 21^{ème} siècle.

Le troisième pilier est un engagement en matière de sécurité commune et de résolution régionale des problèmes. Là encore, les Etats-Unis et le Sénégal travaillent en étroite collaboration, œuvrant pour lutter contre le terrorisme, s'attaquant aux menaces régionales comme le trafic des stupéfiants, appuyant la paix et la sécurité dans la région et dans le monde. Et je voudrais tout particulièrement saluer et remercier le Sénégal pour ses contributions aux missions de maintien de la paix, depuis la Côte d'Ivoire et la République Démocratique du Congo, en passant par Haïti. J'entends parler en termes très élogieux du professionnalisme, de l'expertise des militaires sénégalais. Et pour cela, nous tenons à vous rendre hommage.

Nous avons également salué le leadership de l'Union africaine dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la démocratie. L'Union africaine a envoyé des messages forts sur les nouvelles normes africaines, en suspendant Madagascar, la Guinée-Bissau et le Mali après leurs coups d'Etat, et en appelant au rétablissement des gouvernements civils élus. Je suis d'ailleurs impatiente de discuter de l'avenir de l'Union africaine avec sa présidente nouvellement élue, en Afrique du Sud, la semaine prochaine.

Avec la participation du Sénégal, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est également affirmée comme leader dans la réponse aux crises politiques et sécuritaires. La CEDEAO a soutenu la démocratie en s'opposant au régime illégitime de Gbagbo, lorsque celui-ci s'est accroché au pouvoir après avoir perdu les élections en Côte d'Ivoire. Cette organisation coordonne les réponses régionales aux menaces transnationales, telles que les stupéfiants, la piraterie et le trafic des armes légères. Nous travaillons ensemble à la formation de la police, des procureurs et des forces de sécurité, afin de contribuer au renforcement de l'état de droit et au respect des droits de l'homme.

Il convient tout particulièrement de souligner le quatrième pilier dans le cadre de notre approche ici, au Sénégal, car il est au cœur du modèle américain de partenariat : il s'agit de notre soutien indéfectible à la démocratie et aux droits de l'homme, de notre aide

aux nations et aux populations dans la réalisation de leurs propres aspirations. A tous égards, les démocraties font de meilleurs voisins et de meilleurs partenaires. Elles ont de plus grandes capacités à travailler ensemble pour résoudre les problèmes communs. Elles innoveront davantage. Elles fournissent aux gens une voie qui leur permet de consacrer leurs énergies à un engagement politique, économique et civique qui freine l'avancée de l'extrémisme. En outre, les sociétés ouvertes offrent davantage d'opportunités aux échanges économiques, éducatifs, culturels et interpersonnels, qui sont le fondement de la paix.

Je sais qu'il y a parfois un argument selon lequel la démocratie est un privilège réservé aux pays riches, et que les économies en développement doivent placer la croissance économique avant tout et se préoccuper ensuite de la démocratie. Mais l'histoire nous enseigne une autre leçon. A long terme, on ne peut avoir de libéralisation économique sans libéralisation politique. Sans état de droit, les personnes qui ont une bonne idée pour créer une affaire, ou qui ont de l'argent à investir, ne peuvent avoir confiance dans le fait que les contrats seront honorés et la corruption punie, ou que les règles seront transparentes et les litiges résolus équitablement, et beaucoup des gens finiront par se tourner vers d'autres opportunités, ailleurs, certains allant même jusqu'à émigrer en dehors de leur pays d'origine. L'an dernier, la Banque mondiale a rapporté que le respect de la liberté économique et des libertés civiles et politiques contribuait à expliquer pourquoi certains pays atteignaient mieux les objectifs économiques à long terme que d'autres. Aussi, au lieu de considérer la réforme démocratique comme une question qui peut être reléguée au second plan, nous estimons qu'elle est essentielle, qu'elle fait partie du socle fondamental sur lequel se bâtit le développement durable.

Si quelqu'un doute du fait que la démocratie peut s'épanouir sur le sol africain, qu'il ou elle vienne au Sénégal. Les Américains admirent le Sénégal, qui est l'un des seuls pays ouest-africains à ne jamais avoir connu de coup d'Etat militaire. Nous nous sommes tenus fermement derrière le peuple sénégalais lorsque vous avez défendu votre démocratie et votre Constitution au cours des récentes élections présidentielles. Ce fut un exemple particulièrement éloquent pour l'Afrique et pour le monde. Nous avons vu une poignée de musiciens et de jeunes activistes déclencher un mouvement de masse avec un slogan simple : « Y En A Marre ». Nous avons vu diverses organisations de la société civile se mobiliser ensemble, inscrire et éduquer les électeurs. Nous avons vu des étudiants protester dans les rues en clamant : « Ma carte, mon arme ».

Nous avons vu des militaires et des forces de police respecter les principes démocratiques en restant en dehors de la vie politique. Nous avons vu de longues files de citoyens faisant la queue pour voter. Nous avons vu des activistes de la société civile surveiller plus de 11.000 bureaux de vote, envoyer les décomptes des voix et les rapports sur les irrégularités par SMS à un centre indépendant à Dakar. Nous avons vu ce qui a peut-être été le programme de surveillance le plus sophistiqué jamais déployé en Afrique ou ailleurs dans le monde. Et, au final, nous avons assisté à un transfert pacifique du pouvoir. Nous avons vu la démocratie réaffirmée. Nous avons vu les traditions du Sénégal préservées. Et nous nous sommes joints au reste du monde pour saluer le peuple sénégalais et lui dire tout notre respect.

Sur un plan plus personnel, je dois ajouter que j'ai été tout particulièrement impressionnée par le fait que les électeurs sénégalais aient élu 65 femmes sur les 150 sièges qui composent la nouvelle Assemblée nationale. Vous le savez certainement, mais cela fait du Sénégal un pays qui a l'un des pourcentages de femmes dans des organes législatifs directement élus les plus élevés du monde. Ce qui est bien entendu parfaitement logique, car les démocraties doivent être ouvertes et intégrer l'ensemble de leurs populations, hommes et femmes, non seulement en ce qui concerne le vote, mais pour avoir la chance de participer et de diriger. Et les femmes sénégalaises ont eu un rôle de premier plan pendant les élections, notamment grâce à la Plateforme de Veille des Femmes pour des Elections pacifiques, un réseau qui regroupe plus de 60 organisations. La "Salle de Veille" a été un centre névralgique d'une telle importance en termes d'information et d'activisme, que le président Sall a tenu à s'y rendre dès le lendemain de l'annonce de sa victoire.

Il sera essentiel dans les jours à venir de soutenir cette participation, car vous savez que les choses ne peuvent se faire du jour au lendemain. Cela prend du temps. Mais vous avez des dirigeants que vous avez élus et qui ont pris des engagements publics en faveur des changements que vous souhaitez. Et je sais, d'après le travail que nous faisons avec vos nouveaux dirigeants, qu'ils sont totalement déterminés à ce que ces changements interviennent. Nous nous tiendrons donc à leur côté et avec vous, tandis que vous commencez le dur travail consistant à concrétiser et traduire sous forme de résultats la rhétorique qui sous-tend toute campagne politique.

La résilience de la démocratie se répercute à présent à travers tout le continent. Nous avons assisté au retour de l'ordre constitutionnel au Niger et en Guinée, après des coups d'Etat. Nous avons assisté à des élections crédibles au Bénin, au Cap-Vert, au Liberia, au Nigeria, en Zambie et au Togo l'année dernière. Nous avons vu des médias plus libres, des systèmes judiciaires plus équitables, des assemblées législatives plus efficaces et des sociétés civiles plus dynamiques.

Prenez la Côte d'Ivoire, par exemple, qui a dû affronter l'année dernière une menace sérieuse qui pesait sur la démocratie, et qui cette année en récolte les bénéfices économiques. La Banque mondiale, le FMI et le Club de Paris ont consenti un effacement de presque 4 milliards de dollars de la dette. Et si le PIB de ce pays a chuté de plus de 6 pour cent en 2011 pendant les crises qu'il a traversées, il devrait faire un bond de plus de 8 pour cent cette année. La Côte d'Ivoire, qui est aujourd'hui en paix et dont l'ordre démocratique a été restauré, a pu débloquer un financement général pour des projets d'infrastructures qui avaient été longtemps retardés, notamment de nouveaux ponts, des barrages hydroélectriques et bien d'autres projets.

Par conséquent, la démocratie et la paix sont payantes. Cette semaine, nous nous joignons tous au peuple ghanéen qui pleure feu son président Mills, un homme et un dirigeant de qualité. Mais nous saluons également le transfert pacifique, constitutionnel et sans heurts du pouvoir au président Mahama. Le peuple ghanéen se rendra aux urnes avant la fin de l'année et aura l'occasion de rajouter un haut fait à l'une des plus grandes histoires de la démocratie en Afrique.

Cette année, j'ai eu le privilège d'assister à la deuxième cérémonie d'investiture de la présidente Ellen Johnson Sirleaf, au Liberia, un pays qui n'est sorti que récemment d'années de guerre et de ruine économique. Il y a eu des signes inquiétants qui ont laissé penser que cette dernière élection pouvait rallumer les braises du conflit, mais les dirigeants du Liberia, de même que ses jeunes institutions démocratiques, ont fait preuve de solidité et ont permis au pays de rester sur la bonne voie.

Je sais toutefois combien il peut être dur de garder confiance dans un système démocratique lorsque votre candidat ou votre parti favori perd une élection. J'ai gagné des élections et j'en ai perdu. Je sais que le fait de boycotter ou de faire obstruction n'est pas la solution pour faire avancer un programme ou résoudre un problème. C'est une recette qui conduit à l'impasse et au conflit.

On me demande souvent, partout dans le monde, comment j'ai pu accepter de servir au sein de l'administration du président Obama, alors que nous avons lutté si fort l'un contre l'autre dans la campagne présidentielle. J'ai essayé de le battre, il a essayé de me battre, et c'est lui qui a réussi. Et je fais toujours la même réponse : c'est parce que nous aimons tous les deux notre pays. Parce que c'est là tout l'enjeu de la démocratie, et du patriotisme. Cela, vous le savez, ici au Sénégal ! Et nous espérons voir cet esprit et cette expérience s'implanter dans un nombre encore plus grand de pays de la région. Car aussi fiers que nous puissions l'être de voir ces élections réussies et ces transitions pacifiques, il y a encore beaucoup trop d'endroits dans cette région et sur tout le continent où la démocratie est menacée, où les droits de l'homme sont violés, où l'état de droit est ébranlé. Il y a encore beaucoup trop d'Africains qui vivent sous le joug de dirigeants autocratiques davantage soucieux de conserver leur mainmise sur le pouvoir que de promouvoir le bien-être de leurs citoyens. L'extrémisme violent, la criminalité transnationale et la corruption galopante constituent autant de menaces pour la démocratie.

Nous avons assisté à un certain recul, car en moins d'une décennie, le nombre de démocraties électorales en Afrique subsaharienne a chuté, passant de 24 en 2005 à juste 19 aujourd'hui. La situation est bien meilleure que ce qu'elle était il y a vingt ans, mais elle est toutefois loin d'être satisfaisante.

Ici, au Sénégal, il y a des éléments d'inquiétude dans la situation qui prévaut chez vos voisins. En Guinée-Bissau, aucun président élu n'a pu arriver au terme d'un mandat plein de cinq ans et, en avril dernier, un coup d'Etat militaire a une fois de plus interrompu un régime constitutionnel. Nous remercions le Sénégal pour sa contribution aux troupes de la Force de stabilisation de la CEDEAO dans ce pays. L'économie déjà mal en point est en train de s'effondrer. Selon les prévisions, la production de noix de cajou chutera de moitié. Et qu'est-ce qui fleurit ? Le trafic de stupéfiants. La corruption généralisée, la cupidité, sont florissantes. Nous voyons une tendance extrêmement inquiétante se dessiner, selon laquelle la Guinée-Bissau, si le peuple de Guinée-Bissau - avec l'aide de ses voisins et de la communauté internationale - ne s'y oppose pas farouchement, pourrait devenir un Etat totalement dépendant des trafiquants de drogue d'Amérique latine. Quelle terrible évolution ! Le président Sall et moi avons parlé longuement de ce que nous pourrions faire pour apporter davantage d'aide, et nous nous tenons prêts à le faire, car le peuple de Guinée-Bissau mérite certainement ce qu'il y a de mieux.

Le Mali, selon les principaux indicateurs, se trouvait sur la bonne voie, jusqu'à ce qu'une poignée de militaires ne s'emparent du pouvoir il y a un peu plus d'un mois, juste avant le déroulement des élections nationales. Selon certaines estimations, cela pourrait entraîner un retard pour l'économie malienne de quasiment une décennie. Cela a créé un vide dans le Nord, où la rébellion et l'extrémisme se sont propagés, menaçant non seulement les vies des personnes et les trésors du passé, mais la stabilité de la région. Et de récents rapports de *Human Rights Watch* font état de préoccupations concernant des allégations de torture et d'assassinats extrajudiciaires commis par les mutins.

A présent, le président intérimaire est revenu et nous encourageons l'ensemble des parties à mettre de côté leurs différences, à travailler au retour de la démocratie, à prévoir l'organisation d'élections pour le mois d'avril de l'année prochaine, à préserver l'intégrité territoriale du pays, et à rejeter les appels à l'extrémisme violent.

L'Union africaine a suspendu le Mali, la CEDEAO a imposé des sanctions, les Etats-Unis ont interrompu leur financement, mais nous avons maintenu l'aide humanitaire essentielle aux programmes de santé et aux programmes alimentaires, et nous avons apporté une contribution à hauteur de 10 millions de dollars pour aider les 260.000 réfugiés maliens qui ont été déplacés. De plus, nous sommes tout à fait conscients de la crise alimentaire de grande ampleur qui sévit dans les pays du Sahel, et nous consacrons plus de 355 millions de dollars à tenter de remédier à la crise alimentaire et à l'afflux de réfugiés dans le Sahel. J'ai également dépêché certains de mes plus proches collaborateurs auprès du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, qui s'est rendu au Mali, au Burkina Faso et dans d'autres pays pour procéder à une évaluation des besoins. Mais l'aide au gouvernement ne pourra être et ne sera pas reprise tant que les militaires n'acceptent pas le contrôle des civils et qu'un gouvernement démocratiquement élu n'est pas installé.

Ces deux pays, le Mali et la Guinée-Bissau, ne sont cités qu'à titre d'exemples. Malheureusement, on pourrait en citer davantage. Lorsque les emplois sont rares et qu'une petite élite s'enrichit alors que la majorité de la population lutte pour sa survie, les gens – et tout particulièrement les jeunes – peuvent canaliser leurs frustrations dans des changements sur le plan social, économique et politique. Ce qui est la bonne manière de procéder. Mais ils peuvent également être attirés par la violence, le conflit, l'extrémisme, sous l'effet de la frustration et de la colère, en voyant ce qui se passe autour d'eux.

Il est temps – il est même grand temps – que tous les dirigeants acceptent de rendre des comptes, de traiter leurs populations avec dignité, de respecter leurs droits, de proposer des opportunités économiques et des services pour tous. Comme je l'ai dit lors du Sommet de l'Union africaine à Addis Abeba l'été dernier, les dirigeants qui s'accrochent au pouvoir à tout prix, qui étouffent toute contestation, pour s'enrichir et enrichir leurs familles et leurs partisans, pour qui la démocratie se limite à une élection unique, sont du mauvais côté de l'histoire. Voilà à quoi nous assistons en Afrique du Nord, et ailleurs, où les gens finissent par dire « Stop. Y En A Marre ».

Ainsi, les liens entre la démocratie et le développement sont-ils un élément constitutif du modèle américain de partenariat. Je reconnais que par le passé, nos politiques ne se sont pas toujours alignées sur nos principes. Mais aujourd'hui, nous bâtissons des relations, ici en Afrique de l'Ouest et à travers tout le continent, qui ne sont pas simplement transactionnelles ou transitoires. Elles sont bâties pour durer. Et elles reposent sur un socle de valeurs démocratiques communes et sur le respect partagé des droits de l'homme universels pour tous les hommes et toutes les femmes. Nous voulons apporter de la valeur ajoutée à nos partenaires et nous voulons apporter de la valeur ajoutée dans la vie des populations. Aussi les Etats-Unis seront-ils en faveur de la démocratie et des droits de l'homme universels, même lorsqu'il serait plus facile ou plus profitable de regarder de l'autre côté, pour ne pas tarir le flot des ressources. Tous les partenaires ne font pas ce choix, mais nous le faisons et nous continuerons à le faire.

Je suis également consciente que certaines personnes, aux Etats-Unis, disent que nous ne devrions pas nous inquiéter, que nous devrions juste nous préoccuper des intérêts économiques ou sécuritaires immédiats de l'Amérique, et ne pas nous soucier autant de l'implantation lente et difficile de la démocratie ailleurs dans le monde. Mais je trouve cette conception étroite et peu clairvoyante. En effet, il n'y va pas seulement de l'intérêt du peuple du Sénégal ou d'autres pays, il y va également de notre intérêt d'avoir des partenaires forts et stables dans le monde, et les démocraties sont de loin les partenaires les plus solides et les plus stables. Il ne s'agit donc pas d'altruisme. Il s'agit d'un engagement stratégique en faveur d'une prospérité partagée, d'une sécurité commune.

Au cours des élections qui ont eu lieu récemment ici, beaucoup de jeunes et d'étudiants ont parlé d'un nouveau type de citoyen sénégalais qui se dessinait : actif, engagé et œuvrant pour la démocratie. Ce pays est jeune et ce continent est jeune. Et nous savons que les jeunes sont aujourd'hui reliés entre eux, d'une façon qui n'était même pas imaginable ne serait-ce qu'il y a quelques années. Ainsi, un jeune qui étudie dans cette université sait ce qui se passe non seulement en Afrique du Sud, mais dans l'Asie du Sud. Vous pouvez voir ce que font d'autres gens, de quelle façon ils participent, et vous commencez à vous dire : Et nous ? Et notre talent ? Notre potentiel ? Notre avenir ? Je suis ici pour vous dire que nous avons foi dans la jeunesse sénégalaise et la jeunesse africaine. Et nous sommes convaincus que le talent est universel, mais que les opportunités ne le sont pas.

Alors, à quoi cela renvoie-t-il ? Nous sommes persuadés que maintenant, quelque part au Sénégal, un jeune garçon ou une jeune fille pourrait être un scientifique qui contribue à la découverte d'un remède pour une forme rare de cancer, pourrait être président dans 30 ou 40 ans, pourrait être un entrepreneur créateur d'une entreprise qui emploie des centaines, voire des milliers d'autres Sénégalais. Nous en sommes convaincus. Et nous pensons que le meilleur moyen de mettre cela à l'épreuve est de faire ce que le Sénégal est en train de faire, à savoir de poursuivre le travail réalisé dans le domaine de l'éducation, de la santé, du développement, tout particulièrement dans les zones rurales, ainsi que pour l'égalité de genre, afin que les talents de la moitié de la population de votre pays ne soient pas perdus – tandis que vous bâtissez ce nouvel avenir.

Nous voulons promouvoir vos aspirations et nos valeurs communes. Nous voulons aider un plus grand nombre de personnes, dans un plus grand nombre d'endroits, à réaliser leurs propres potentiels reçus de Dieu. Nous voulons que cela soit notre mission commune. Tel est le travail que nous sommes appelés à faire au 21^{ème} siècle. C'est une course, une course entre l'espoir et la peur,

une course entre le potentiel réalisé et le désespoir enraciné dans chaque pore de notre corps. C'est une course que nous livrons, entre ceux qui croient, comme vous et nous, qu'il y a un avenir illimité pour ceux qui sont prêts à travailler ensemble.

Je voudrais dire merci au Sénégal. Merci de ce que vous avez fait dans votre propre pays. Merci d'être un modèle dans la région, un champion de la démocratie, une force de paix, de prospérité et de progrès. Et merci d'être un partenaire et un ami des Etats-Unis d'Amérique. Merci et Dieu vous bénisse.